

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 22 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FRAMATOME SAS Etablissement Chalon-Sully

4 rue Thomas Dumorey
BP 276
71100 CHALON SUR SAONE

Références : CP/MV/2022/C_228
Code AIOT : 0005401105

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2022 dans l'établissement FRAMATOME SAS Etablissement Chalon-Sully implanté 4 rue Thomas Dumorey 71100 CHALON SUR SAONE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale relative aux effets dominos potentiels des installations situées dans le voisinage d'établissements classés Seveso à la lumière de l'incendie survenu le 26 septembre 2019 sur le site exploité par la société LUBRIZOL à Rouen.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRAMATOME SAS Etablissement Chalon-Sully
- 4 rue Thomas Dumorey 71100 CHALON SUR SAONE
- Code AIOT : 0005401105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Framatome Chalon-Sully (Siret : 379 041 395 00102) est un établissement secondaire de l'entreprise FRAMATOME dont le siège social est à Courbevoie.

Il est spécialisé dans la fourniture de services de maintenance et d'ingénierie pour les centrales nucléaires existantes ou en construction. En particulier, il assure la maintenance, l'entretien et l'entreposage d'outils nécessaires aux interventions de maintenance des centrales nucléaires.

Il dispose notamment de 2 unités spécialisées, le Centre de Maintenance des Outillages (CEMO) et l'Atelier de Remise à Niveau des Outillages (ARNO).

Le CEMO est une unité "chaude" qui assure le stockage et la maintenance des outillages susceptibles d'être contaminés. Il dispose d'ateliers de décontamination. Cette activité relève des rubriques 1716 (substances radioactives sous forme non scellées) et 2797 (gestion de déchets radioactifs) de la nomenclature des installations classées.

L'ARNO assure la maintenance des outillages non contaminés. Les activités qui y sont exercées ne sont pas classées.

L'établissement Framatome Chalon-Sully est implanté au sein d'une plateforme industrielle, située dans la zone industrielle de Chalon Sud, qui regroupe plusieurs entreprises et notamment :

- certaines installations de l'établissement FRAMATOME St Marcel, spécialisé dans la fabrication de composants pour les centrales nucléaires,
- l'entreprise INTERCONTROLE, filiale de FRAMATOME, spécialisée dans les contrôles non destructifs,
- le CETIC (GIE avec EDF), centre d'entraînement et de qualification du personnel d'intervention en centrale nucléaire,
- ALFA LAVAL PACKINOX, établissement spécialisé dans la fabrication d'échangeurs thermiques pour l'industrie pétrolière, indépendante de FRAMATOME.

Dans le cadre de l'action nationale rappelée ci-dessus, l'inspection a porté sur les installations exploitées par FRAMATOME Chalon-Sully situées à moins de 100 m des limites du site SEVESO le plus proche, BIOXAL, en l'occurrence un entrepôt d'outillages, des stockages extérieurs d'outillages et le bâtiment ARNO situé en limite du rayon de 100 mètres.

Les activités qui y sont exercées sont non classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque d'incendie, d'explosion et effets domino potentiels,
- suites réservées à la précédente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 46	/	Sans objet
20	Personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/11/1988, article 7.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Test de fonctionnement du détecteur (rétention cuves de stockage)	Lettre du 10/02/2020, article Observation n°2	Lettre	Sans objet
2	Sécurisation de l'exutoire des pompes de refoulement	Lettre du 10/02/2020, article Observation n°4	Lettre	Sans objet
3	Confinement de l'aire de dépotage du gasoil	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 47	Lettre	Sans objet
5	Caractéristique de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/11/1988, article 2.1	/	Sans objet
10	Clôture - Accès à l'établissement	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Accès des services de secours	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 42	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les remarques émises lors de la précédente inspection avaient été prises en compte par l'exploitant.

Concernant l'action nationale « Post Lubrizol Seveso et Effets Dominos » nommée « 100m » :

Cette action prévoit un renforcement du contrôle des installations bordant les sites Seveso pour lancer une investigation plus poussée des risques d'effets dominos.

La partie sud du site FRAMATOME Etablissement de Chalon-Sully est située à moins de 100 m des limites de l'établissement SEVESO le plus proche, la société BIOXAL, et à environ 200 m des installations justifiant ce classement SEVESO.

Les activités exercées dans ce secteur par FRAMATOME Etablissement de Chalon-Sully, à savoir l'entretien et le stockage d'outillages non contaminés utilisés en centrale nucléaire (unité ARNO évoquée plus haut), ne sont pas classables au titre de la législation relatives aux installations classées. Ces outillages, essentiellement métalliques, sont stockés dans des caisses en bois ou le plus souvent en métal.

Au regard de la nature des activités exercées, de la distance séparant les installations du site SEVESO le plus proche, il apparaît que le risque d'effets domino est négligeable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Test de fonctionnement du détecteur (rétention cuves de stockage)

Référence réglementaire : Lettre du 10/02/2020, article Observation n°2
Thème(s) : Risques accidentels, Suites de la précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs de rétention permettent de récupérer les effluents liquides en cas de fuite et sont munis de détecteur de présence de liquide, situé en point bas du dispositif de rétention, dont le bon fonctionnement est testé périodiquement. Observation : Le test de bon fonctionnement du détecteur de présence de liquide est à tracer.
Constats : Il est constaté que l'exploitant a actualisé la fiche de contrôle interne du local des cuves en ajoutant un point de contrôle "Essai du puisard". Il a précisé qu'il s'agissait bien de la vérification du bon fonctionnement du détecteur situé dans le puisard (point bas) de la rétention des cuves. L'inspecteur note que le nom du point de contrôle aurait pu être plus explicite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécurisation de l'exutoire des pompes de refoulement

Référence réglementaire : Lettre du 10/02/2020, article Observation n°4
Thème(s) : Relevage, Suites de la précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une station de pompage permet le relevage des eaux pluviales et leur rejet dans la Saône en cas de crue. Le bon fonctionnement de la station de pompage est testé périodiquement. Il a été constaté que le débit rejeté par la canalisation débouchant en bord de Saône était très important et était susceptible de mettre en danger une personne éventuellement présente à proximité de l'exutoire situé sur le domaine public. Observation : L'exploitant examinera les moyens de sécuriser la zone.</p> <p>Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant a signalé ce risque au moyen d'affichettes placées à proximité de l'installation de pompage. Elle prévoit que l'opérateur doit s'assurer de l'absence d'embarcation ou de personne à proximité de l'exutoire avant de démarrer les pompes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Confinement de l'aire de dépotage du gasoil

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des substances dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ou des substances ou déchets radioactifs est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les substances répandues accidentellement.</p> <p>Constats fait lors de la précédente inspection : Le tapis d'obturation du regard situé à proximité ne semble pas en mesure d'assurer son rôle compte tenu de la configuration du terrain (regard dans un creux, terrain irrégulier). L'aire de dépotage du gasoil au niveau du groupe électro-pompe du dispositif anti-cru n'est pas munie de dispositif de rétention.</p> <p>Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant s'est doté de dispositifs de rétention mobiles pliables à positionner sur les aires de dépotage. La consigne actualisée précise que ce matériel doit être utilisé lors des opérations de ravitaillement sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Caractéristique de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/1988, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement objet de la présente autorisation a pour activité principale la décontamination, l'entretien et l'entreposage de matériels et d'outillages utilisés lors des opérations de maintenance des centrales nucléaires.</p> <p>Il comprend : - un atelier d'entretien d'une surface de 1990 m²,</p>

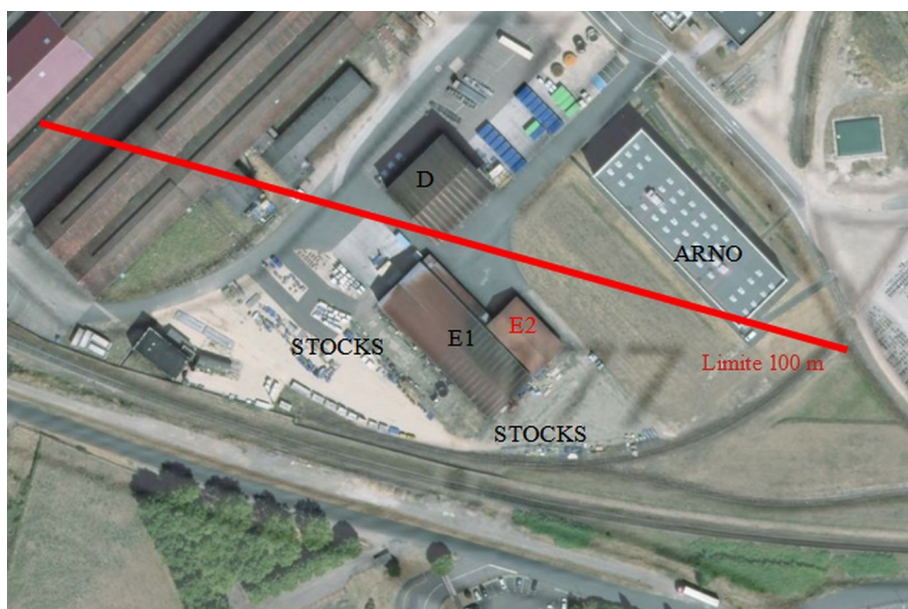
- un entrepôt de 6673 m²,
- un local de service extérieur de 193 m²

Constats : L'arrêté d'autorisation du 9 novembre 1988 encadre le fonctionnement du CEMO de l'établissement FRAMATOME CHALON SULLY dans lequel sont exercées les activités relevant d'un classement ICPE. Les installations mentionnées à l'article 2.1 sont uniquement celle du CEMO situé à environ 300 mètres des limites de l'établissement SEVESO le plus proche.

Action Lubrizol 100 m :

L'inspection de l'établissement a permis de visiter les bâtiments et installations suivants situés à moins de 100 mètres des limites de l'établissement SEVESO le plus proche :

- l'entrepôt E1 où sont stockés des outillages en caisses métalliques,
- l'auvent D, où sont stockés d'autres outillages dont certains en caisses en bois,
- le bâtiment ARNO de 2000 m² qui est un atelier de maintenance, dont l'angle sud-ouest est à 100 m des limites,
- des aires extérieures de stockages de matériels et outillages en caisse, entre l'entrepôt E1 et la limite du site,
- le bâtiment E2, qui est exploité par l'entité FRAMATOME St Marcel, où sont stockés divers matériels.



L'inspection a permis de constater que les produits et matériels stockés, essentiellement des outillages utilisés pour la maintenance des centrales, sont principalement métalliques et sont peu susceptibles de présenter un risques d'incendie ou d'explosion.



Bâtiment E1



Hangar D



Stockage extérieurs

Les activités exercées dans le bâtiment ARNO nécessitent l'utilisation de produits de nettoyage et de lubrifiants. Ils sont stockés en quantité limitée dans 2 armoires métalliques situées dans un local dédié. De petites quantités de produits sont également présentes dans les box des opérateurs. Les fiches de données de sécurité ont été adressées à l'inspection.

La description des installations de l'arrêté préfectoral du 09 novembre 1988 sera actualisée dans le cadre de la mise à jour de cet arrêté prévue prochainement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Clôture - Accès à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, gestion des installations

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'installation ou l'établissement est clôturé sur tout son périmètre par un grillage ou dispositif équivalent d'une hauteur minimale de 2 m. Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. L'installation ou l'établissement est gardienné en dehors des heures ouvrées. Toutefois, des dispositifs alternatifs aux exigences du présent article peuvent être mis en œuvre sous réserve qu'ils soient définis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation conformément aux dispositions du II de l'article 2.

Constats : L'établissement FRATAMONE CHALON SULLY de Chalon est implanté au sein d'une plateforme industrielle située dans la zone industrielle de Chalon Sud qui regroupe plusieurs entités.

L'accès à la plateforme se fait par un accès commun muni d'un poste de gardiennage 24h/24h.

L'ensemble de la plateforme est ceinturé d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres équipée récemment d'un système de détection d'intrusion.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Accès des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte, ou publique, et l'intérieur de l'établissement, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement.</p> <p>Constats : L'établissement dispose d'un accès principal muni d'un poste de gardiennage 24h/24h. Un accès de secours est également possible rue de Verdun. L'accès au site est dimensionné pour permettre l'entrée de très gros convois. L'inspection a permis de constater que les voies de circulation sont larges et dégagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur des bâtiments est à moins de cent mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de cent cinquante mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale d'un bar sans dépasser huit bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de cent vingt mètres cubes par heure durant deux heures. Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre à l'établissement, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plateformes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité. Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés de manière à être adapté aux risques ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les substances stockées. <p>Les dispositions du présent article peuvent être adaptées en fonction des risques présentés par l'installation. Elles sont précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation après avis du service d'incendie et de secours conformément aux dispositions du II de l'article 2.</p>
<p>Constats : La plateforme industrielle dispose de 23 poteaux ou bouches d'incendie de diamètre 100 répartis à l'intérieur du site. Ils sont localisés sur un plan. Ces équipements sont alimentés par 2 réseaux distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 par le réseau d'eau industrielle muni d'un surpresseur et alimenté par un forage géré par FRAMATOME St Marcel, • les autres par le réseau d'eau potable. <p>Le site dispose également de 2 bâches de 120 m³ d'eau, dont une située à proximité du bâtiment ARNO.</p>

<p>Ainsi, 2 poteaux d'incendie de diamètre 100 et une bâche de 120 m³ sont situés à moins de 100 mètres des bâtiments et stockages situés à moins de 100 m des limites de l'établissement SEVESO le plus proche.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle de ces équipements fait apparaître des non conformités pour ce qui concerne le débit sous 1 bar de 4 poteau incendie alimentés par le réseau d'eau potable (entre 49 et 58 m³/h pour 60 attendu). Les échanges lors de l'inspection n'ont pas permis d'en identifier les causes. Ces ouvrages ne sont pas situés dans le secteur concerné par l'action "Lubrizon 100 m".</p> <p>Demande de complément n°1 : L'exploitant communiquera à l'inspection les causes de ces non conformités, précisera si elles remettent en cause la défense incendie des secteurs concernés et, le cas échéant, les mesures envisagées pour y remédier.</p> <p>Les bâtiments visités sont dotés d'extincteurs visibles et accessibles disposés à proximité des accès.</p> <p>Le jour de l'inspection, le document justifiant le nombre et l'emplacement des extincteurs n'a pas pu être consulté (certificat N4 ou équivalent).</p> <p>Demande de compléments n°2 : L'exploitant adressera à l'inspection un document justifiant de la conformité de la défense incendie du bâtiment ARNO et des bâtiments de stockage E1 et D.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 20 : Personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/1988, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Personnel d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement disposera d'une protection de premier secours permettant à tout moment de lutter contre un sinistre en attendant les secours extérieurs. Le personnel du centre sera formé et entraîné à intervenir rapidement en cas d'incendie. Dans les opérations de premier secours, il sera placé sous la direction d'un cadre responsable. Des exercices de lutte contre l'incendie seront effectués périodiquement, l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder un trimestre. Au moins une fois par an, un exercice sera fait en liaison avec la brigade de sapeurs-pompiers. A cette fin, le chef d'établissement fera une demande écrite au représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours pour qu'un exercice soit réalisé sur le site, en dehors de la zone contaminée.</p> <p>Constats : En dehors des heures d'ouverture, l'établissement dispose d'une équipe d'astreinte composée de 3 personnes dont le responsable est joignable par le poste de garde du site qui est sous surveillance 24h/24 (surveillance de l'accès et rondes sur le site).</p> <p>Le personnel bénéficie d'une formation au maniement d'extincteurs (2 sessions en 2021).</p> <p>L'inspection note que les formations sont à destination des volontaires.</p> <p>Des exercices d'évacuation sont également réalisés. L'exploitant organise régulièrement des exercices en lien avec le SDIS.</p> <p>L'inspection a pu consulter le compte-rendu d'exercice de crise du 20/06/2019 et le plan d'action qui en a découlé qui n'appelle pas d'observation particulière.</p> <p>Demande de complément n°3 : L'exploitant justifiera avoir adressé les demandes écrites d'exercices au SDIS.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>